



## Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale  
10 octobre 2024  
Français  
Original : espagnol

### Comité des droits des personnes handicapées

#### Constatations adoptées par le Comité au titre de l'article 5 du Protocole facultatif, concernant la communication n° 69/2019\*, \*\*

<i>Communication soumise par :</i>	Esteban Ruiz Suárez (représenté par Santiago López Noguera de l'organisation Plena Inclusión)
<i>Victime(s) présumée(s) :</i>	L'auteur
<i>État partie :</i>	Espagne
<i>Date de la communication :</i>	17 avril 2019 (date de la lettre initiale)
<i>Date des constatations :</i>	29 août 2024
<i>Objet :</i>	Défaut d'accessibilité, d'aménagements procéduraux et de dispositifs d'accompagnement garantissant l'accès à la justice d'une personne ayant un handicap intellectuel
<i>Question(s) de procédure :</i>	Non-épuisement des recours internes ; défaut de fondement des griefs ; abus du droit de présenter une communication
<i>Question(s) de fond :</i>	Discrimination fondée sur le handicap ; accès à la justice ; exercice de la capacité juridique
<i>Article(s) de la Convention :</i>	5, 9, 12, 13, 14 et 21
<i>Article(s) du Protocole facultatif :</i>	2 b), d) et e)

1. L'auteur de la communication est Esteban Ruiz Suárez, de nationalité espagnole, né le 23 juillet 1980. Il affirme que l'État partie a violé les droits qu'il tient de l'article 13 de la Convention, lu conjointement avec les articles 5, 9, 12, 14 et 21. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 3 mai 2008. L'auteur est représenté par un conseil.

\* Adoptées par le Comité à sa trente et unième session (12 août-5 septembre 2024).

\*\* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Muhannad Salah Al-Azzeh, Rosa Idalia Aldana Salguero, Rehab Mohammed Boresli, Gerel Dondovdorj, Gertrude Oforiwa Fefoame, Vivian Fernández de Torrijos, Odelia Fitoussi, Amalia Eva Gamio Ríos, Laverne Jacobs, Samuel Njuguna Kabue, Kim Mi Yeon, Alfred Kouadio Kouassi, Abdelmajid Makni, Floyd Morris, Markus Schefer et Saowalak Thongkuay.



## A. Résumé des renseignements fournis et des arguments avancés par les parties

### Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur présente un handicap intellectuel. Son taux d'incapacité a été établi officiellement à 73 %, conformément à la loi espagnole. L'auteur appartient en outre à la minorité ethnique des *mercheros*, un groupe social de tradition nomade spécialisé dans le commerce de *quincalla* (objets métalliques de faible valeur), ce qui leur vaut d'être aussi connus sous le nom de *quincalleros*.

2.2 Le 5 mars 2013, trois individus cagoulés ont tenté de cambrioler une maison de la commune d'El Carpio de Tajo, dans la province de Tolède. À l'intérieur, ils se sont trouvés face à trois membres d'une même famille avec qui ils se sont battus, blessant mortellement le fils et grièvement le père.

2.3 Le 26 juillet 2013, la Garde civile a arrêté l'auteur, qui était soupçonné d'être impliqué dans l'affaire. Il a été inculqué des chefs d'homicide, de tentative d'homicide, de tentative de vol avec violence et intimidation, et de détention illégale d'armes. Il faisait l'objet de poursuites pénales principalement en raison de la présence de ses empreintes digitales sur le sac qui contenait les armes utilisées au cours du cambriolage. Le 28 juillet 2013, le juge a ordonné sa détention provisoire.

2.4 Faute d'être manifeste, le handicap intellectuel de l'auteur n'a pas été pris en compte aux stades préliminaires de la procédure pénale (détention et déposition au poste de police, audience devant le juge et comparution en vue du placement en détention provisoire). Aucun aménagement raisonnable destiné à garantir la participation effective de l'auteur à la procédure n'a été prévu, alors que les termes utilisés étaient techniques et difficiles à comprendre pour une personne ayant un handicap intellectuel.

2.5 Ce n'est qu'une fois l'auteur incarcéré que son handicap a été mis en évidence. Le 2 septembre 2013, l'auteur a rejoint le programme d'accompagnement des personnes présentant un handicap intellectuel ou des troubles du développement en milieu carcéral, mis en place par l'organisation Plena Inclusión. Cependant, il n'a pas été informé de l'importance qu'il y avait à ce que son handicap soit pris en compte ni des effets que cela pourrait avoir sur les chefs d'accusation retenus contre lui et sur la procédure pénale dont il faisait l'objet. L'autorité judiciaire qui instruisait la procédure pénale n'a pas non plus été informée du handicap de l'auteur.

2.6 Le 30 novembre 2013, l'auteur s'est présenté à l'interrogatoire de première comparution et a fourni des explications à décharge sur les éléments qui le mettaient prétendument en cause. Il a ainsi expliqué collecter de la ferraille et avoir donc pu toucher par hasard le sac contenant les armes.

2.7 L'une des employées de l'organisation Plena Inclusión s'est rendu compte que les avocats de la défense n'avaient pas conscience du handicap de l'auteur. Avec l'autorisation de ce dernier, l'organisation Plena Inclusión a informé les avocats du handicap et de l'existence d'un certificat officiel qui l'attestait, lequel a ensuite été versé au dossier pénal. Les avocats ont en outre demandé à Plena Inclusión d'établir un rapport sur le handicap intellectuel de l'auteur, lequel a été présenté aux autorités judiciaires le 24 juin 2014. Dans ce rapport, l'organisation indiquait que l'auteur présentait un déficit des capacités cognitives, de l'aptitude à communiquer et des aptitudes à exercer un emploi ou une occupation.

2.8 Le 13 avril 2015, l'Institut de médecine légale de Tolède a émis un rapport d'expertise psychologique, qui reposait uniquement sur un entretien semi-directif mené le 9 avril 2015 et qui visait à déterminer si les motifs d'exonération ou d'atténuation de la responsabilité pénale prévus par la législation espagnole s'appliquaient en l'espèce. Dans son rapport, l'Institut établissait que l'auteur présentait un « retard mental léger » et avait un quotient intellectuel de 55, au vu des résultats obtenus au test Beta III, qui permettait de mesurer les capacités intellectuelles non verbales. Il concluait qu'une personne ayant un tel quotient intellectuel pouvait avoir besoin d'une supervision, d'un accompagnement et d'une assistance, en particulier dans les situations de stress social. Il précisait toutefois que l'auteur « donnait l'impression de simuler ».

2.9 Les 22 et 23 avril 2015, l'audience de jugement s'est ouverte devant l'Audiencia Provincial de Tolède, sans que le handicap de l'auteur soit pris en compte, alors même que son existence était connue (voir par. 3.7).

2.10 Le 5 mai 2015, l'Audiencia Provincial de Tolède a rendu son jugement et condamné l'auteur à vingt-cinq ans et huit mois d'emprisonnement pour homicide assorti de la circonstance aggravante de dissimulation du visage, tentative d'homicide assorti de la même circonstance aggravante et tentative de vol avec violence dans un local d'habitation, assorti des circonstances aggravantes d'usage d'une arme ou de moyens dangereux et de dissimulation du visage. La juridiction a rejeté l'existence d'une circonstance atténuante pour « anomalie ou trouble psychique », en faisant siennes les conclusions du rapport de l'Institut de médecine légale et en mettant en évidence des « indices de simulation » ; le fait que l'auteur s'était contredit, au cours de son interrogatoire de première comparution et pendant le procès, en fournissant deux « explications distinctes » à la présence de ses empreintes digitales sur le sac contenant les armes, était un élément déterminant dans le renversement de la présomption d'innocence. Au cours de son interrogatoire de première comparution, l'auteur avait expliqué collecter de la ferraille et avoir pu, par erreur, toucher le sac contenant les armes ; à son procès, il avait expliqué que F. lui avait demandé de garder quelque chose pour lui et lui avait donné un sac dans lequel se trouvaient les armes. L'auteur affirme qu'en aucun cas, la question de savoir si cette incohérence était due à son handicap n'a été examinée.

2.11 L'auteur et les trois autres condamnés se sont pourvus en cassation contre la décision rendue le 5 mai 2015. Dans ce pourvoi, l'auteur a fait observer que la personne à l'origine des tirs n'avait pu être identifiée et allégué que son handicap devait être considéré comme une circonstance atténuante. Le 25 février 2016, la Chambre pénale du Tribunal suprême a rejeté le pourvoi. Elle a confirmé la décision rendue en première instance concernant l'auteur, établi que le raisonnement suivi avait été logique et considéré que la présomption d'innocence avait été correctement renversée, car il avait été prouvé que l'auteur avait été en contact avec les armes utilisées pour commettre les infractions constatées et ne pouvait pas prétendre à une atténuation de sa responsabilité pénale en raison d'une altération de ses facultés psychiques.

2.12 Le 27 mars 2016, l'auteur a déposé un recours en *amparo*, dans lequel il affirmait que ses droits à une protection juridictionnelle effective et à la présomption d'innocence avaient été violés. Il soutenait en particulier que les aménagements procéduraux nécessaires ne lui avaient pas été proposés et que les contradictions qui étaient apparues dans ses déclarations avaient été retenues contre lui sans qu'il soit tenu compte du rôle qu'avait pu jouer son handicap intellectuel dans ces contradictions. Le 13 juillet 2016, la première section du Tribunal constitutionnel a déclaré le recours irrecevable, l'affaire ne revêtant pas une importance suffisante du point de vue constitutionnel.

### **Teneur de la plainte**

3.1 L'auteur affirme que l'absence de mesures d'accessibilité, d'aménagements procéduraux et de dispositifs d'accompagnement au cours de la procédure pénale engagée contre lui constitue une violation des droits qu'il tient de l'article 13 de la Convention, lu conjointement avec les articles 5, 9, 12, 14 et 21.

3.2 L'auteur soutient que, comme il ressort de son exposé des faits, la procédure pénale dont il a fait l'objet ne respectait de toute évidence pas le principe d'accessibilité, en particulier sur le plan de l'information et de la communication et en raison de l'absence de mesures particulières d'aménagement, notamment procédural, et de dispositifs d'accompagnement. Il soutient également que l'absence de formation des professionnels de la justice aux questions relatives au handicap semble avoir clairement influé sur le cours de la procédure.

3.3 L'auteur affirme que ses besoins d'accompagnement ont eu des répercussions manifestes sur sa capacité à prendre part à la procédure pénale sur la base de l'égalité avec les autres, comme il ressort des informations figurant dans le certificat attestant de son handicap, dans le rapport d'expertise de l'organisation Plena Inclusión et même dans le rapport d'expertise de l'Institut de médecine légale de Tolède.

3.4 L'auteur fait référence aux différentes étapes de la procédure pénale au cours desquelles il a eu du mal à comprendre les informations qui lui étaient données et à communiquer avec les autres parties prenantes. Au moment d'apprécier les aménagements

procéduraux dont l'auteur pourrait avoir besoin, il aurait fallu prendre en considération non seulement son handicap, mais aussi son interaction avec l'environnement procédural, compte tenu notamment de la complexité de la procédure dont il faisait l'objet.

3.5 L'auteur soutient que, bien que l'article 13 (par. 1) de la Convention ne dresse pas la liste des mesures susceptibles d'être considérées comme des mesures d'accessibilité, des aménagements procéduraux ou des dispositifs d'accompagnement aux fins de l'accès à la justice, le Comité a fourni de nombreux exemples de telles mesures dans ses observations finales concernant les rapports initiaux présentés par les États parties<sup>1</sup>, dont certaines auraient été indiquées en l'espèce. On pouvait notamment citer le recours à un langage clair et intelligible et à des formes accessibles d'information et de communication (notamment des formes faciles à lire et à comprendre (FALC) et des modes de communication alternative<sup>2</sup>), l'application de mesures d'assouplissement des procédures (par exemple, l'aménagement des délais de procédure ou la planification appropriée de la durée des sessions et des temps de pause pendant le procès pour favoriser la compréhension), l'ajustement des actes de la procédure (par exemple, les techniques d'interrogatoire et la formulation des questions auraient dû être adaptées selon qu'il s'agissait de la déposition au poste de police, de l'interrogatoire pendant la phase de l'instruction ou de l'audience pendant le procès) ou la présence d'interprètes ou d'auxiliaires au moment des déclarations, l'accent étant mis sur l'apport d'une assistance directe ou indirecte, en cas de besoin<sup>3</sup>. À cet égard, la présence d'un facilitateur, déjà prévue dans la législation de certains pays, constitue un aménagement particulièrement pertinent dans le cas des personnes ayant un handicap intellectuel, et qui s'apparente au droit à un interprète, reconnu dans d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

3.6 L'auteur affirme qu'en l'absence des mesures précitées, les droits qu'il tient des articles 9, 12 et 21 de la Convention ont été violés, car la procédure ne respectait pas le principe d'accessibilité, en particulier sur le plan de l'information et de la communication, et sa participation sur la base de l'égalité avec les autres a été entravée, l'accompagnement nécessaire ne lui ayant pas été fourni. Ces manquements, conjugués à l'absence d'aménagement procédural, constituent une violation manifeste du droit d'accès à la justice que l'auteur tient de l'article 13 de la Convention, car il a été porté atteinte au principe de l'égalité des armes et à son droit de défense. Dans la mesure où il n'a pas pu participer à la procédure de manière effective et sur la base de l'égalité avec les autres, faute des aménagements requis par son handicap, l'auteur dénonce en outre une discrimination fondée sur le handicap, interdite par l'article 5 de la Convention.

3.7 L'auteur affirme que son handicap intellectuel, qui semble pourtant facilement décelable, n'a pas été remarqué pendant une partie de la procédure pénale, alors qu'il aurait dû l'être par les professionnels de la justice. Il en conclut que ceux-ci ne sont absolument pas formés aux questions relatives au handicap. Il précise que les actions de certains d'entre eux se sont révélées particulièrement contre-productives et sont pour beaucoup dans la violation de son droit d'accès à la justice. Premièrement, il pense à ses avocats qui, par méconnaissance des droits des personnes handicapées, n'ont pas fait de demandes d'aménagements procéduraux. Deuxièmement, il considère que le rapport d'expertise élaboré par l'Institut de médecine légale de Tolède est particulièrement condamnable : ce rapport montre, par sa teneur, que les experts qui l'ont rédigé n'ont pas de connaissances spécialisées du handicap, ce qui les a amenés à ne pas prêter une attention suffisante aux facteurs environnementaux et à conclure à une simulation, sans tenir compte du fait que l'auteur a du mal à penser de façon abstraite et que le handicap est un phénomène dynamique. L'auteur soutient que ce rapport a eu un rôle décisif dans sa condamnation, étant donné que les juges ont suivi l'usage qui consiste à se fier aux rapports d'experts sans en analyser le contenu de manière critique et à rejeter le rapport soumis par les parties. De plus, l'auteur considère très critiquable l'attitude du juge lui-même, qui, probablement influencé par la conclusion du rapport d'expertise selon laquelle l'auteur « donnait l'impression de simuler », l'a interrompu à un moment crucial de sa déclaration et s'est adressé à lui en ces termes : « Ce n'est pas parce que vous jouez l'idiot

<sup>1</sup> Voir, par exemple, [CRPD/C/LVA/CO/1](#), par. 23. Voir [A/HRC/37/25](#).

<sup>2</sup> Voir, par exemple, [CRPD/C/MNE/CO/1](#), par. 27.

<sup>3</sup> Voir, par exemple, [CRPD/C/PAN/CO/1](#), par. 33.

que je vais vous croire ». L’auteur soutient que cette attitude révèle un manque absolu de sensibilité et de respect envers sa situation et qu’elle a nui à sa déclaration, en ajoutant à son anxiété et en provoquant une certaine confusion et un blocage ; elle était en outre ouvertement hostile, ce qui faisait douter de l’impartialité du tribunal.

3.8 L’auteur affirme que son handicap, conjugué à son appartenance à l’ethnie *merchera*, a eu une incidence sur le traitement général dont il a fait l’objet au cours de la procédure. Les *mercheros* sont sensiblement marginalisés et discriminés et font l’objet de sérieux préjugés et stéréotypes qui leur prêtent l’intention et la capacité de « profiter » des aides et prestations sociales. L’auteur soutient que pendant la procédure pénale, le préjudice particulier résultant de l’intersection entre son handicap et son appartenance au groupe social des *mercheros* n’a jamais été pris en compte. Il considère que son appartenance à ce groupe a pu véhiculer un préjugé et alimenter les allégations selon lesquelles il « simulait » ou exagérerait son handicap intellectuel ; cela a contribué à la violation de son droit d’accès à la justice sur la base de l’égalité avec les autres, ce qui constituait une discrimination intersectionnelle interdite par l’article 5 de la Convention.

3.9 L’auteur affirme en outre que le traitement et l’évaluation inadaptés de son handicap au cours de la procédure pénale ont entraîné une violation de son droit à la présomption d’innocence. Le rôle qu’avait pu jouer son handicap intellectuel dans les contradictions qui étaient effectivement apparues au fil de ses déclarations et dans sa propre perception de la portée et de l’importance de ses déclarations n’a pas été correctement évalué. Il n’a pas non plus été tenu compte du fait qu’en raison de ses difficultés de compréhension et de communication, l’auteur avait eu peu de possibilités de contrer les indices qui semblaient l’incriminer.

3.10 L’auteur affirme que la défaillance de la législation est à l’origine de tout ce qui précède. Il précise que, de manière générale, et en particulier dans le cas des personnes présentant un handicap intellectuel qui font l’objet d’une enquête ou sont mises en examen au pénal, les règles de procédure ne satisfont pas aux exigences fixées à l’article 13 (par. 1) de la Convention, lu conjointement avec les articles 5, 9, 12 et 21. Ainsi, les règles de procédure espagnoles (loi organique n° 6/1985 du 1<sup>er</sup> juillet relative au pouvoir judiciaire et les lois régissant en particulier les procédures des différents ordres juridictionnels) ne garantissent pas la participation pleine et effective des personnes handicapées à toutes les procédures judiciaires sur la base de l’égalité avec les autres. En particulier, la loi de procédure pénale ne reconnaît pas suffisamment l’existence de besoins liés aux handicaps intellectuels ni ne prévoit de manière adéquate l’adoption des aménagements nécessaires. Bien que certaines réformes législatives aient été entreprises en faveur des personnes handicapées postérieurement aux poursuites dont l’auteur a fait l’objet, la législation de l’État partie n’est toujours pas conforme à la Convention<sup>4</sup>. L’auteur soutient que les réformes sont manifestement insuffisantes, car elles n’introduisent pas de dispositions garantissant une évaluation adéquate des besoins des personnes handicapées qui font l’objet d’une enquête ou sont accusées d’avoir commis une infraction. En outre, elles n’introduisent pas de dispositions garantissant que les accusés ayant un handicap, en particulier un handicap intellectuel, puissent participer effectivement à toutes les étapes et phases de la procédure pénale (enquête de police, instruction, procès et exécution du jugement), grâce à la réalisation des aménagements – notamment procéduraux – nécessaires et à un accompagnement approprié. Outre l’absence de dispositions juridiques spécifiques, on constate également

<sup>4</sup> L’auteur fait référence à l’adoption, en 2015 (et donc postérieurement aux poursuites dont il a fait l’objet), de la loi organique n° 5/2015, du 27 avril, modifiant la loi de procédure pénale et la loi organique n° 6/1985, du 1<sup>er</sup> juillet, relative au pouvoir judiciaire, et de la loi n° 13/2015, du 5 octobre, modifiant la loi de procédure pénale aux fins du renforcement des garanties de procédure et de la réglementation des moyens technologiques d’enquête. Les articles 118 et 520 de la loi de procédure pénale ont ainsi été modifiés, de manière à introduire des garanties concernant l’accessibilité et l’adaptation des informations qui sont fournies aux personnes arrêtées ou détenues au sujet des faits qui leur sont reprochés, des raisons de leur privation de liberté et de leurs droits, étant précisé que « les informations doivent être fournies dans un langage intelligible et accessible » et qu’« à cette fin, elles doivent être adaptées à l’âge du destinataire, à son degré de maturité, à son handicap et à toute autre circonstance personnelle susceptible de compromettre sa capacité de comprendre la portée des éléments qui lui sont communiqués » [traduction non officielle].

l'absence d'instructions ou de circulaires officielles, de guides ou de protocoles ayant un caractère obligatoire qui aident les différents professionnels de la justice à savoir comment se comporter en présence de personnes handicapées, en particulier de personnes ayant un handicap intellectuel, visées par une enquête ou une procédure.

3.11 L'auteur allègue qu'il est démontré, en l'espèce, que l'État partie ne respecte pas l'obligation qui lui incombe de favoriser une formation des professionnels de la justice, ce qui est contraire à l'article 13 (par. 2) de la Convention. Les mesures prises par l'État partie à cet égard ont été presque inexistantes ou seulement ponctuelles et peu pertinentes ; la formation est souvent présentée comme facultative et, dans de nombreux cas, est établie à partir de présupposés propres au modèle médical et au modèle caritatif et non selon le modèle préconisé par la Convention. Cela explique que les juges qui ont statué en l'espèce, le juge d'instruction, les experts médico-légaux, le procureur et toutes les parties à la procédure n'aient pas su que les dispositions de la Convention devaient être appliquées.

3.12 Enfin, l'auteur affirme qu'il y a eu violation de l'article 14 de la Convention, lu conjointement avec l'article 13. Il soutient que le défaut d'aménagements nécessaires qui a entravé son accès à la justice a également entraîné une violation des garanties de procédure qui doivent accompagner la privation de liberté. Il rappelle que, selon le droit international des droits de l'homme, une détention est considérée comme arbitraire lorsque, bien qu'elle soit conforme au droit en vigueur, elle présente un caractère inapproprié, injuste, imprévisible, discriminatoire ou ne respecte pas la procédure régulière. Il explique que la peine privative de liberté qui a été prononcée contre lui l'a été à l'issue d'une procédure au cours de laquelle il avait subi une discrimination fondée sur le handicap, en ne bénéficiant d'aucun aménagement, et une discrimination intersectionnelle et structurelle, découlant de préjugés et de stéréotypes, en étant traité comme il l'avait été.

3.13 À titre de réparation, l'auteur demande : a) que les violations susmentionnées soient constatées ; b) que l'affaire soit rejugée et qu'il puisse participer effectivement et sur la base de l'égalité avec les autres, à une procédure accessible, grâce à des aménagements procéduraux et des mesures d'accompagnement qui lui permettent d'exercer son droit à un procès impartial et équitable, sur la base de l'égalité des armes, et de faire pleinement respecter son droit de défense et son droit à la présomption d'innocence ; c) que lui soit accordée une indemnisation intégrale et proportionnelle à la gravité du préjudice subi, en particulier du préjudice moral découlant du traitement discriminatoire et hostile dont il a fait l'objet au cours du procès ; d) qu'il soit recommandé à l'État partie d'entreprendre d'urgence, en étroite consultation avec les organisations de personnes handicapées, une révision de la législation procédurale afin de garantir aux personnes handicapées, en particulier celles qui font l'objet d'une enquête ou d'une procédure pénale, un accès effectif à la justice ; e) qu'il soit recommandé à l'État partie de prendre des mesures efficaces et immédiates afin que tous les professionnels de la justice suivent une formation appropriée dans le cadre de programmes réguliers, réglementés et obligatoires s'inspirant de la Convention et comprenant un contenu jugé pertinent par le Comité.

### **Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond**

4.1 Le 10 novembre 2020, l'État partie a présenté ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication.

4.2 L'État partie relève que la communication a été soumise le 17 avril 2019, près de trois ans après le rejet du recours en *amparo*, le 15 juillet 2016. Il relève également que la communication exclut expressément « l'existence de circonstances atténuantes ou exonératoires de la responsabilité pénale ». Autrement dit, l'auteur ne conteste pas sa condamnation pénale, ni les éléments sur lesquels celle-ci est fondée, mais pose la question de savoir si, dans le cadre de la procédure et, plus précisément, pendant l'audience de jugement, il a bénéficié des aménagements procéduraux et des mesures d'accompagnement dont il avait besoin, ainsi que l'exige l'article 13 de la Convention.

4.3 En ce qui concerne les allégations de violation de l'article 13 (par. 1 et 2), lu conjointement avec les articles 5, 9, 12 et 21, portées contre lui pour ne pas avoir procédé aux aménagements procéduraux ni prévu les mesures d'accompagnement qui étaient nécessaires à une personne ayant un handicap intellectuel, l'État partie fait observer que

l'auteur ne précise pas quelles mesures auraient dû être prises en l'espèce et se contente d'énumérer un certain nombre de dispositions, en mentionnant par exemple la fonction de facilitateur définie dans d'autres législations. L'État partie affirme qu'à aucun moment pendant l'instruction de l'affaire et pendant l'audience de jugement, les avocats de l'auteur ou l'association Plena Inclusión n'ont demandé que l'auteur puisse bénéficier de quelconques aménagements ou mesures d'accompagnement en application de la Convention.

4.4 Dès qu'elles ont été informées de la situation, les autorités judiciaires ont demandé un rapport à l'Institut de médecine légale de Tolède, lequel a été publié le 13 avril 2015. Dans ce rapport, le handicap de l'auteur est qualifié de « léger », ce qui exclut la possibilité pour l'auteur de ne pas comprendre la gravité d'actes délictuels. L'État partie fait observer que cette conclusion corrobore la déclaration faite par l'employée de l'organisation Plena Inclusión devant le tribunal et selon laquelle l'auteur présentait un « retard mental léger » et « ne concevait peut-être pas le bien et le mal en tant que notions abstraites, mais faisait parfaitement la différence entre bien agir et mal agir ».

4.5 L'État partie affirme que la communication doit être considérée comme irrecevable au regard de l'article 2 d) du Protocole facultatif, car tous les recours internes n'ont pas été épuisés en ce qui concerne la violation de l'article 14 de la Convention et l'existence de « mauvais traitements ». L'État partie relève qu'en tout état de cause, l'auteur n'a pas affirmé devant les juridictions internes qu'il avait subi une violation de l'article 14 de la Convention ni qu'il considérait sa détention comme « arbitraire » ; il n'a pas affirmé non plus qu'il avait été traité de manière hostile par les tribunaux. La première fois que l'auteur allègue avoir subi une violation de l'article 14 et fait l'objet de « mauvais traitements » durant toute l'audience de jugement, c'est dans sa communication au Comité.

4.6 En outre, l'État partie considère que la communication est irrecevable au regard des alinéas b) et e) de l'article 2, car elle constitue un abus du droit de présenter une communication et est manifestement mal fondée.

4.7 L'État partie fait observer que l'auteur ne fournit ni élément probant ni indice quant à l'influence que la privation d'aménagements et d'accompagnement qu'il dit avoir subie a eue sur le jugement, rendu en sa défaveur. L'auteur a allégué une violation de l'article 13 devant le Tribunal constitutionnel, dans le cadre du recours en *amparo*, mais n'a rien dit des aménagements et de l'accompagnement dont il avait besoin pendant toute l'audience de jugement. En outre, l'État partie estime que l'auteur formule des demandes qui ne concernent pas sa situation personnelle et invitent plutôt les autorités à modifier ou à adapter la législation. En conséquence, l'État partie considère que la communication perd son statut de communication émanant d'un particulier et constitue plutôt une *actio popularis* visant à réformer la législation espagnole. Il indique qu'une communication présentée par un particulier n'est pas faite pour porter un projet de réforme législative et que les propositions de modification de la législation ont plus leur place dans le dialogue qu'il tient avec le Comité, dans le cadre de l'examen des rapports périodiques.

4.8 L'État partie affirme que l'auteur aurait dû saisir le Comité des droits de l'homme, car celui-ci aurait pu examiner des allégations de violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques susceptibles d'aboutir à une révision du jugement.

4.9 Subsidiairement, l'État partie affirme qu'il n'a pas violé les dispositions de la Convention. Dans sa communication, l'auteur invoque l'article 13 et prétend qu'il n'a pas bénéficié des aménagements procéduraux et de l'accompagnement dont il avait besoin en raison de son handicap intellectuel. L'auteur appuie ses prétentions sur les observations générales nos 2 (2014) et 6 (2018) du Comité. L'État partie rappelle que l'observation générale n° 2 invite à recenser et à éliminer les barrières physiques à l'accessibilité. Or, aucune des mesures d'aménagement et d'accompagnement proposées ne concerne des barrières physiques. Pour ce qui est du pouvoir judiciaire, l'observation générale n° 6 (2018) sur l'égalité et la non-discrimination prône surtout la reconnaissance du droit d'accès à la justice et du droit d'intenter une action en justice sur la base de l'égalité avec les autres (par. 31 b) et d)), et développe ensuite les dispositions de l'article 13 relatives aux besoins d'aménagement et d'accompagnement (par. 51 à 55). En ce qui concerne la communication d'informations dans une langue compréhensible et accessible, qui est la principale mesure préconisée dans l'observation générale (par. 52 a)), l'État partie allègue que les transcriptions

de l'acte d'accusation et du compte rendu d'audience montrent que le langage utilisé n'était pas technique, mais simple et accessible, et centré sur les faits, en particulier, lorsqu'il s'agissait d'établir l'existence d'une empreinte digitale de l'auteur sur le sac contenant l'arme avec laquelle l'homicide avait été commis. En ce qui concerne la prise de connaissance et la prise en considération de différentes formes de communication (par. 52 b)), l'auteur n'a formulé aucun grief à ce sujet pendant toute la procédure ; il n'a pas précisé non plus dans la communication de quelles mesures il aurait dû bénéficier en l'espèce. En ce qui concerne l'accessibilité physique à tous les stades de la procédure (par. 52 c)), l'État partie fait observer que l'auteur n'a formulé aucun grief à ce sujet. En ce qui concerne le droit à l'assistance d'un avocat (par. 52 d)), l'État partie fait observer que ce droit a été respecté.

4.10 En ce qui concerne la formation des juges aux questions relatives au handicap, l'État partie signale que, comme le Conseil général de la magistrature l'a mentionné, diverses mesures ont été prises. En ce qui concerne la formation initiale des juges et des magistrats, l'État partie signale que le programme d'enseignement de l'École de la magistrature prévoit une formation consacrée à la prise en considération du handicap dans les différentes situations juridiques possibles, aux difficultés que les personnes handicapées peuvent rencontrer et au langage à employer en pareil cas, conformément aux obligations découlant de la Convention. Cette formation, qui dure une semaine entière, permet d'enseigner aux juges stagiaires comment traiter les questions relatives au handicap avec toute la sensibilité requise et d'élaborer des codes de bonnes pratiques pour le bon déroulement des examens et des procédures concernant des personnes handicapées. En ce qui concerne la formation continue des juges et des magistrats, l'État partie indique que le programme national de formation continue prévoit la tenue d'un forum sur le handicap, lequel a donné lieu à une activité thématique en 2015 et à quatre activités thématiques en 2019 et en 2020. En outre, l'État partie signale que des modules sur des questions transversales, en lien avec le handicap, ont été ajoutés dans de nombreuses autres activités de formation. Il signale également que le Guide de bonnes pratiques pour l'accès des personnes handicapées à la justice et la protection de leurs droits dans leurs relations avec le pouvoir judiciaire, qui a été élaboré avec la participation d'experts de différents domaines, est en cours de mise à jour. L'État partie indique qu'en 2017, la fonction de délégué judiciaire au handicap a été créée au niveau des différentes communautés autonomes. Le délégué judiciaire au handicap est nommé par la présidence du Tribunal supérieur de justice. Il est chargé de coordonner, de défendre, de promouvoir et d'encourager l'exercice par les personnes handicapées de leur droit de ne pas subir une discrimination fondée sur le handicap dans leurs relations avec les tribunaux, dans le ressort du Tribunal supérieur de justice pour lequel il a été nommé. Ses attributions consistent notamment à promouvoir des accords relatifs à l'exécution du projet « *lectura fácil* », qui vise à rendre les décisions de justice plus facilement compréhensibles pour les personnes ayant un handicap intellectuel, par l'adaptation ou la traduction de ces décisions dans une langue moins technique et plus accessible. Enfin, l'État partie fait référence à des accords-cadres conclus avec l'association Plena Inclusión. Le 18 octobre 2018, le Conseil général de la magistrature a signé un accord-cadre visant à faciliter la pleine accessibilité des décisions de justice, en particulier lorsqu'elles concernent ou visent des personnes ayant un handicap intellectuel, par leur traduction ou leur adaptation sous une forme facile à lire. En 2020, cet accord-cadre a été renouvelé et étendu. Il a pour objet « l'établissement d'un cadre général de collaboration qui permette l'application de mesures garantissant que les personnes ayant un handicap intellectuel, des troubles du développement ou des difficultés de compréhension puissent avoir pleinement accès à la justice aux différents stades d'une procédure ». Il prévoit une collaboration dans plusieurs domaines, notamment pour l'élaboration de lignes directrices, de protocoles d'action et de dispositifs d'appui à l'intention des juges et des magistrats, notamment en ce qui concerne les aménagements procéduraux. Compte tenu de ce qui précède, l'État partie conclut qu'il n'y a pas eu de violation de l'article 13.

4.11 En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 14, l'État partie affirme non seulement que ce grief n'a pas été soulevé devant les juridictions internes et qu'il est manifestement mal fondé, mais aussi que les dispositions du paragraphe 56 de l'observation générale n° 6 (2018) ne peuvent pas être invoquées, puisqu'aucune allégation de torture, de traitement dégradant ou de traitement forcé n'a été faite. En ce qui concerne la privation de liberté, l'État partie considère que l'auteur ne fournit aucun élément qui explique en quoi sa

privation de liberté constitue une violation de l'article 14 de la Convention, puisque celle-ci n'est pas la conséquence de son handicap mais de sa condamnation pour plusieurs infractions.

### **Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité et le fond**

5.1 Le 13 août 2021, l'auteur a fait part de ses commentaires sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité et le fond de la communication. Il estime qu'aucun des motifs d'irrecevabilité prévus à l'article 2 du Protocole facultatif ne s'applique en l'espèce. Il relève que ni le Protocole facultatif se rapportant à la Convention ni le Règlement intérieur du Comité n'établissent un délai précis pour la présentation des communications et en conclut qu'en soumettant une communication au Comité près de trois ans après le rejet de son recours en *amparo*, il n'a pas abusé du droit de présenter une communication, au sens de l'article 2 b) du Protocole facultatif.

5.2 En ce qui concerne le non-épuisement des recours internes dans le cas d'une violation de l'article 14, l'auteur précise qu'il ne dit pas avoir été privé de sa liberté en raison de son handicap, ni avoir été soumis à des mauvais traitements, à la torture ou à des traitements dégradants pendant sa détention. En revanche, il insiste sur le fait que l'accessibilité et les aménagements procéduraux, en contribuant notamment à l'exercice du droit à un procès équitable, du droit à la présomption d'innocence et du droit de défense ainsi qu'au respect du principe de l'égalité des armes ou des moyens entre les parties à la procédure et du principe de la contradiction, sont des garanties fondamentales de la tenue d'un procès juste et équitable. L'auteur allègue que le fait d'avoir été privé de ces garanties pendant la procédure pénale rendait sa détention arbitraire et constituait donc une violation de l'article 14 de la Convention. L'auteur soutient que les griefs qu'il tire de l'article 14 de la Convention devraient être considérés comme recevables, car ils ont été effectivement soulevés devant les juridictions internes.

5.3 À cet égard, l'auteur indique que, dans le recours en *amparo*, il a soutenu que l'absence de mesures d'adaptation et d'aménagements procéduraux emportait une violation de ses droits à une protection juridictionnelle effective et à un procès équitable. Il a affirmé que les incidences de son handicap intellectuel n'avaient pas été prises en considération lorsqu'il avait fait sa déclaration en tant qu'inculpé et qu'il s'était contredit ; or, ces contradictions sont les principaux éléments retenus pour remettre en question son innocence présumée. En outre, l'auteur a indiqué que ses difficultés de compréhension et de communication l'avaient empêché de produire des éléments à décharge, ce qui avait entraîné sa condamnation et sa mise en détention.

5.4 En ce qui concerne l'allégation de « mauvais traitements », l'auteur précise qu'il ne dit pas avoir été soumis à des mauvais traitements, à la torture ou à des traitements dégradants, mais affirme avoir subi un traitement discriminatoire et hostile pendant l'audience de jugement. Ce traitement discriminatoire était la conséquence directe de l'absence d'aménagements et de mesures d'adaptation et d'accompagnement au cours de la procédure et du manque de sensibilité des professionnels de la justice, éléments dont l'auteur avait fait mention dans son recours en *amparo*, par lequel il avait épuisé tous les recours internes.

5.5 En ce qui concerne les allégations d'abus du droit de présenter une communication et de manque de fondement, l'auteur estime qu'il appartient au Comité de déterminer si les mesures d'accessibilité et les aménagements procéduraux ont fait défaut pendant la procédure, que l'accompagnement nécessaire à l'exercice de sa capacité d'agir ne lui a pas été fourni et que les professionnels de la justice ne sont pas bien formés.

5.6 En ce qui concerne l'argument de l'État partie selon lequel l'auteur n'a rien dit des aménagements et des mesures d'accompagnement dont il avait besoin, l'auteur fait observer que, selon la Convention, l'État partie est responsable au premier chef du respect des principes d'égalité et de non-discrimination dans l'accès des personnes handicapées à la justice et qu'à ce titre, l'absence d'aménagements et de mesures d'accompagnement lui est imputable. L'État partie aurait dû s'informer des besoins d'accompagnement de l'auteur et prendre les mesures nécessaires pour lui rendre la procédure accessible, sur la base de l'égalité avec les autres.

5.7 L'auteur estime avoir largement démontré que des éléments objectifs imposaient à l'État partie de déterminer si des aménagements procéduraux devaient être apportés, conformément à son obligation de diligence renforcée à l'égard des personnes handicapées qui sont parties à une procédure pénale.

5.8 L'auteur objecte à l'État partie qu'il ne lui appartenait pas de préciser dans la communication quelles mesures auraient dû être prises exactement. Il indique que le handicap, et en particulier le handicap intellectuel, est un phénomène dynamique qui doit être apprécié en interaction avec le contexte. Il considère que les aménagements procéduraux à apporter doivent être déterminés à l'issue d'une évaluation interdisciplinaire des besoins de la personne handicapée et que lesdits besoins doivent être réexaminés tout au long de la procédure.

5.9 En ce qui concerne l'allégation de l'État partie selon laquelle le langage utilisé était simple et accessible, l'auteur estime qu'une telle appréciation ne peut être faite sans qu'il soit tenu compte de la situation particulière de la personne handicapée. Il rappelle que, pendant son procès, il a déclaré plusieurs fois ne pas comprendre ce qui se disait et affirme en outre avoir fait la preuve de ses difficultés de compréhension.

5.10 En ce qui concerne la formation des professionnels de la justice, l'auteur soutient qu'elle est manifestement insuffisante. L'auteur avance qu'il n'existe pas de formation officielle aux questions relatives au handicap, ni aux niveaux scolaire et universitaire, ni dans la formation initiale et dans la formation continue des professionnels de la justice. Il indique que la formation actuelle doit son existence à la bonne volonté de professionnels et d'organisations représentant les personnes handicapées. L'auteur estime qu'il n'est nullement suffisant que le programme d'enseignement de l'École de la magistrature récemment mis en place « permette aux juges stagiaires d'acquérir la sensibilité particulière requise », car il n'est pas question de sensibilité, mais de droits de l'homme. De même, une formation continue consistant en quatre activités thématiques par an, d'une durée approximative de 8 heures et auxquelles 40 juges en moyenne participent sur une base volontaire, ne peut être considérée comme adéquate et suffisante – d'autant que les juges qui y participent sont généralement ceux qui sont déjà le plus sensibilisés aux questions relatives au handicap.

## B. Délibérations du Comité

### Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner tout grief formulé dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 2 du Protocole facultatif et à l'article 65 de son Règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable au regard du Protocole facultatif.

6.2 Le Comité fait observer que la communication a été soumise le 17 avril 2019, près de trois ans après le rejet du recours en *amparo*, le 15 juillet 2016. Il rappelle que le Protocole facultatif ne fixe aucune date limite pour la présentation d'une communication. En l'espèce, il estime que rien n'indique que le délai de soumission de la communication n'a pas été raisonnable, compte tenu en particulier de la complexité de l'affaire et du handicap intellectuel de l'auteur. Le Comité considère donc qu'il n'est pas empêché d'examiner la communication et qu'il n'y a pas eu d'abus du droit de présenter une communication, tel qu'énoncé à l'article 2 b) du Protocole facultatif.

6.3 Le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel la communication devrait être déclarée irrecevable pour non-épuisement des recours internes en ce qui concerne les allégations de l'auteur relatives à l'article 14 de la Convention. Le Comité prend également note de l'argument de l'auteur selon lequel les allégations en question ont été effectivement portées à la connaissance des juridictions internes, en particulier du Tribunal constitutionnel, dans le cadre du recours en *amparo*. Cependant, le Comité relève qu'il ne ressort pas de la lecture attentive du recours en *amparo* que l'auteur a contesté, sur la forme ou sur le fond, sa privation de liberté ou l'a qualifiée d'arbitraire. À cet égard, le Comité rappelle que les juridictions internes doivent avoir été saisies au fond afin de pouvoir se prononcer sur les griefs<sup>5</sup>. Au vu des circonstances de l'espèce, le Comité considère que les

<sup>5</sup> *Bacher c. Autriche* (CRPD/C/19/D/26/2014), par. 8.10.

griefs soulevés par l'auteur au titre de l'article 14 de la Convention sont irrecevables au regard de l'article 2 d) du Protocole facultatif.

6.4 Le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel la communication devrait être déclarée irrecevable pour non-épuisement des recours internes en ce qui concerne les allégations de « mauvais traitements ». Il relève que l'auteur précise qu'il ne prétend pas avoir été victime de mauvais traitements, mais que, dans son recours en *amparo*, il a allégué avoir fait l'objet d'un traitement discriminatoire pendant l'audience de jugement. Compte tenu de ce qui précède, le Comité considère que l'article 2 d) du Protocole facultatif ne l'empêche pas d'examiner ce grief quant au fond.

6.5 Enfin, le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel la communication devrait être irrecevable parce qu'elle constitue un abus du droit de présenter une communication et qu'elle est manifestement mal fondée, l'auteur n'ayant apporté aucun élément probant sur la manière dont l'absence d'aménagements et d'accompagnement a influé sur la décision du tribunal. En outre, le Comité relève que, selon l'État partie, l'auteur réclame principalement une réforme de la législation nationale et fait donc de la communication une *actio popularis*. Néanmoins, le Comité estime qu'à des fins de recevabilité, l'auteur a suffisamment étayé les allégations selon lesquelles il avait subi une violation des droits qu'il tient de la Convention en ne bénéficiant pas des aménagements procéduraux et des mesures d'accompagnement que son handicap intellectuel rendait nécessaires. En conséquence, le Comité considère que les dispositions de l'article 2 (al. b) et e) du Protocole facultatif ne font pas obstacle à la recevabilité de la communication.

6.6 Compte tenu de ce qui précède, et en l'absence d'autres obstacles à la recevabilité, le Comité déclare la communication recevable en ce qui concerne les griefs d'absence d'aménagements procéduraux et de discrimination fondée sur le handicap que l'auteur tire de l'article 13 de la Convention, lu conjointement avec les articles 5, 9 et 12. Le Comité passe donc à l'examen de ces griefs quant au fond.

### Examen au fond

7.1 Conformément à l'article 5 du Protocole facultatif et à l'article 73 (par. 1) de son Règlement intérieur, le Comité a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations qui lui avaient été communiquées.

7.2 La principale question dont le Comité est saisi est de savoir si l'État partie a violé les droits de l'auteur en s'abstenant de lui fournir les aménagements procéduraux dont il avait besoin pour accéder à la justice dans des conditions d'égalité avec les autres et en s'abstenant de lui garantir l'accessibilité des informations et des moyens et modes de communication pendant la procédure pénale engagée contre lui.

7.3 Le Comité prend note de l'argument de l'auteur selon lequel les autorités judiciaires n'ont à aucun moment fourni les aménagements procéduraux et l'accompagnement que réclamait son handicap, dont elles connaissaient pourtant l'existence.

7.4 En outre, le Comité prend note de l'argument de l'État partie selon lequel l'auteur ne précise pas quelles mesures auraient dû être prises exactement et à aucun moment n'a demandé aux autorités judiciaires de prendre de telles mesures. Cependant, il prend aussi note de l'argument de l'auteur selon lequel l'État partie était tenu de prendre les mesures nécessaires pour lui permettre de participer à la procédure dans des conditions d'égalité avec les autres, puisqu'il avait connaissance de son handicap. En outre, il relève que, selon l'État partie, l'auteur ne s'est jamais plaint de l'absence d'autres formes de communication pendant la procédure, ni n'a précisé de quelles formes de communication il aurait eu besoin. Le Comité prend également note de l'argument de l'État partie selon lequel il ressortait des transcriptions de l'acte d'accusation et du compte rendu d'audience que le langage utilisé n'était pas technique, mais simple et accessible, et centré sur les faits. À cet égard, le Comité prend note de l'argument de l'auteur selon lequel la simplicité et l'accessibilité de la langue doivent être appréciées au regard de la situation particulière de la personne handicapée et relève que l'auteur dit avoir montré des difficultés de compréhension et de communication pendant l'audience de jugement et avoir été dans l'incapacité de saisir les implications de ses déclarations et de présenter des éléments à décharge.

7.5 Le Comité prend note de l'argument de l'auteur selon lequel les professionnels de la justice ne sont pas suffisamment formés aux questions relatives au handicap, puisqu'aucun cas n'a été fait du handicap intellectuel de l'auteur pendant la procédure. À cet égard, il prend également note de l'affirmation de l'État partie selon laquelle diverses mesures ont été prises pour former les juges aux questions relatives au handicap, y compris dans le cadre du programme d'enseignement de l'École de la magistrature. Cependant, le Comité constate que la plupart de ces mesures sont ponctuelles et semblent ne pas faire partie d'un programme de formation continue applicable à tous les professionnels de la justice.

7.6 Le Comité rappelle que, selon l'article 13 (par. 1) de la Convention, les États parties assurent l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, sur la base de l'égalité avec les autres, y compris par le biais d'aménagements procéduraux et d'aménagements en fonction de l'âge, afin de faciliter leur participation effective, directe ou indirecte à toutes les procédures judiciaires, y compris au stade de l'enquête et aux autres stades préliminaires. Le Comité rappelle que, selon l'article 13 (par. 2) de la Convention, afin d'aider à assurer l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, les États Parties favorisent une formation appropriée des personnels concourant à l'administration de la justice, y compris les personnels de police et les personnels pénitentiaires.

7.7 Le Comité rappelle que, dans ses observations finales concernant le rapport valant deuxième et troisième rapports périodiques de l'État partie, il s'était déclaré préoccupé par l'absence d'aménagements procéduraux dans les procédures judiciaires, notamment pour les personnes ayant un handicap sensoriel, intellectuel ou psychosocial<sup>6</sup>. Il s'était également déclaré préoccupé par la méconnaissance générale des dispositions de la Convention parmi les avocats, les juges, les procureurs, les fonctionnaires de justice et les membres des forces de l'ordre<sup>7</sup>.

7.8 En outre, le Comité rappelle que le refus d'aménagements procéduraux constitue une forme de discrimination fondée sur le handicap en lien avec le droit d'accès à la justice<sup>8</sup>. Il rappelle que les aménagements procéduraux requis pour l'accès à la justice ne doivent pas être confondus avec les aménagements raisonnables, à l'obligation desquels il peut être dérogé s'ils représentent une charge disproportionnée<sup>9</sup>. La prise en considération des différentes méthodes de communication des personnes handicapées dans le cadre d'une procédure judiciaire relève des aménagements procéduraux<sup>10</sup>. Pour que leur accès à la justice soit effectif, les personnes handicapées doivent participer à la procédure, ce qui suppose notamment que des informations leur soient transmises sous des formes compréhensibles et accessibles et que différentes formes de communication soient connues et prises en considération<sup>11</sup>. En outre, la procédure doit être transparente, ce qui suppose que les États parties prennent des mesures afin que toutes les informations pertinentes soient disponibles et accessibles, que toutes les requêtes, affaires et décisions de justice soient correctement enregistrées et que cet état des choses soit connu.

7.9 Le Comité rappelle que, selon le principe 3 des Principes et directives internationaux sur l'accès à la justice des personnes handicapées, les aménagements renvoient à toutes les modifications et adaptations qui, au cas par cas, sont appropriées et nécessaires pour garantir l'accès des personnes handicapées à la justice. Il peut s'agir de faire appel à des intermédiaires ou à des facilitateurs, de modifier ou d'aménager la procédure, d'adapter l'environnement ou de fournir une aide à la communication. Dans la mesure du possible, les aménagements doivent être organisés avant le début de la procédure. Il est notamment recommandé de mettre en place un programme d'intermédiaires ou de facilitateurs indépendants qui soient capables d'établir le dialogue entre les parties à une procédure et le système judiciaire afin qu'il soit possible de déterminer si une assistance et des aménagements sont nécessaires. Les aménagements doivent consister, entre autres choses, à modifier la méthode d'interrogation si les circonstances l'exigent, ce qui supposera, par exemple, de permettre que soient posées des questions orientées, d'éviter de poser des

<sup>6</sup> CRPD/C/ESP/CO/2-3, par. 24 a).

<sup>7</sup> Ibid., par. 24 c).

<sup>8</sup> A/HRC/37/25, par. 25.

<sup>9</sup> Observation générale n° 6 (2018) du Comité, par. 25 d).

<sup>10</sup> Ibid., par. 51.

<sup>11</sup> Ibid., par. 52.

questions complexes, de formuler autrement des hypothèses complexes, d'accorder un temps de réponse plus long, de prévoir des pauses si cela est nécessaire et d'utiliser une langue simplifiée. En outre, les États doivent faire en sorte que les policiers, les procureurs et les autres personnes qui interviennent dans les enquêtes et les arrestations pénales connaissent les droits des personnes handicapées, gardent à l'esprit qu'une personne peut avoir un handicap et adaptent leurs comportements en conséquence. Ils doivent également faire en sorte que des tiers indépendants, tels que des avocats, se chargent d'accompagner les personnes handicapées au poste de police et les aident pendant la procédure d'enquête, et que des intermédiaires ou facilitateurs s'occupent de faciliter la communication entre les personnes handicapées et les membres des forces de l'ordre et le personnel des tribunaux. En outre, ils doivent adopter des lois et des politiques qui permettent aux personnes handicapées de demander des aménagements procéduraux.

7.10 Le Comité prend note de l'argument de l'auteur, que l'État partie ne conteste pas, selon lequel l'État partie n'a pas respecté son obligation d'adopter des lois et des politiques visant à garantir la participation effective des personnes ayant un handicap intellectuel aux procédures judiciaires, en particulier lorsque celles-ci sont visées par une enquête ou inculpées, grâce à des aménagements procéduraux et à des mesures d'accompagnement. Le Comité rappelle que le principe 4 des Principes et directives internationaux sur l'accès à la justice des personnes handicapées prévoit des directives concernant l'accessibilité de l'information. À cet égard, il est notamment proposé de recourir à la langue simplifiée, au FALC et à la communication facilitée. Le Comité rappelle que l'accès à la justice ne peut être effectif si les bâtiments de police et de justice ne sont pas accessibles physiquement aux personnes handicapées ou si les services, les informations et les communications des autorités policières et judiciaires n'ont pas une forme accessible<sup>12</sup>. Les obstacles à la communication peuvent empêcher les personnes handicapées d'avoir accès à l'information, de comprendre les procédures judiciaires ou de dialoguer avec les juges, les avocats et d'autres interlocuteurs<sup>13</sup>.

7.11 En l'espèce, le Comité considère que les autorités de l'État partie auraient dû agir d'office et avec la diligence voulue dès qu'elles ont eu connaissance du handicap de l'auteur /et, grâce à un dialogue efficace et pluridisciplinaire avec lui, auraient dû déterminer les aménagements procéduraux et l'accompagnement dont il avait besoin et les réévaluer tout au long de la procédure pénale<sup>14</sup>. Il considère également que l'État partie aurait dû veiller à ce que les informations fournies à l'auteur et les communications avec lui prennent une forme qui lui était accessible, compte tenu de son handicap intellectuel<sup>15</sup>. En outre, il considère que l'État partie n'a pas démontré que les professionnels de la justice étaient formés aux questions relatives au handicap intellectuel, puisque les professionnels de la justice qui s'étaient occupés de l'auteur n'avaient pas su voir son handicap et prendre les mesures voulues pour qu'il ait un accès effectif à la justice. Enfin, l'État partie n'a pas démontré qu'il disposait de lois et de politiques garantissant que des aménagements procéduraux et un accompagnement soient fournis dans des situations comme celle de l'auteur. Compte tenu de ce qui précède, le Comité conclut qu'en ne garantissant pas l'accessibilité des informations et des moyens et modes de communication et en ne mettant pas en place les aménagements procéduraux et les mesures d'accompagnement nécessaires, l'État partie a privé l'auteur de moyens de défense et, par voie de conséquence, a violé les droits que celui-ci tient de l'article 13 de la Convention, lu seul et conjointement avec l'article 9.

7.12 Le Comité prend également note des allégations de l'auteur selon lesquelles, en étant privé des aménagements procéduraux et de l'accompagnement dont il avait besoin pour exercer sa capacité juridique dans la procédure pénale engagée contre lui, l'auteur a subi une violation de ses droits à la non-discrimination, à l'égalité devant la loi et à l'accessibilité des informations et des moyens et modes de communication. Cependant, ayant constaté une violation de l'article 13, le Comité n'estime pas nécessaire de se prononcer séparément sur une allégation de violation des articles 5, 12 et 21 pour les mêmes faits.

<sup>12</sup> Observation générale n° 2 (2014) du Comité, par. 37.

<sup>13</sup> [A/HRC/37/25](#), par. 20.

<sup>14</sup> Voir *mutatis mutandis*, *García Vara c. Mexique* (CRPD/C/28/D/70/2019), par. 10.11. Voir également [A/HRC/37/25](#), par. 17.

<sup>15</sup> *Medina Vela c. Mexique* (CRPD/C/22/D/32/2015), par. 10.5.

7.13 Compte tenu de ce qui précède, le Comité considère que le manque d'accessibilité et le défaut d'aménagements procéduraux et de mesures d'accompagnement pendant la procédure pénale constituent une violation des droits que l'auteur tient de l'article 13 de la Convention, lu seul et conjointement avec l'article 9.

## **C. Conclusion et recommandations**

8. Le Comité, agissant en vertu de l'article 5 du Protocole facultatif, considère que l'État partie a manqué aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 13 de la Convention, lu seul et conjointement avec l'article 9. En conséquence, le Comité adresse à l'État partie les recommandations suivantes :

a) S'agissant de l'auteur, l'État partie est tenu de lui accorder une indemnisation adéquate, y compris le remboursement de tous les frais de justice engagés aux fins de la soumission de la présente communication ; il est également tenu d'offrir un procès équitable à l'auteur, en veillant à ce que celui-ci bénéficie des aménagements procéduraux et de l'accompagnement nécessaires, conformément à la présente décision et à la Convention ;

b) De façon générale, l'État partie est tenu de prendre des mesures pour empêcher que des violations analogues se reproduisent, y compris :

i) Adopter des lois et des politiques visant à supprimer les obstacles à l'accès des personnes handicapées à la justice, fournir des aménagements procéduraux adaptés au sexe et à l'âge et garantir la participation des personnes handicapées à toutes les procédures judiciaires dans des conditions d'égalité avec les autres, en facilitant l'utilisation de la méthode de communication de leur choix dans les interactions avec la justice, y compris la langue des signes, le braille, le FALC, les sous-titres, les dispositifs de communication améliorée et alternative et tous les autres moyens, modes et formes de communication accessibles<sup>16</sup> ;

ii) Mettre en place des programmes de formation continue et des campagnes régulières de sensibilisation et d'information à l'intention des avocats, des juges, des procureurs, des fonctionnaires de justice et des membres des forces de l'ordre, y compris la police et le personnel pénitentiaire, sur la nécessité d'assurer l'accès des personnes handicapées à la justice<sup>17</sup>.

9. Conformément à l'article 5 du Protocole facultatif et à l'article 75 du Règlement intérieur du Comité, l'État partie est invité à soumettre au Comité, dans un délai de six mois, une réponse écrite, dans laquelle il indiquera toute mesure qu'il aura prise à la lumière des présentes constatations et recommandations du Comité. En outre, le Comité prie l'État partie de rendre publiques les présentes constatations, de les faire traduire dans sa langue officielle et de les diffuser largement et sous une forme accessible auprès de tous les segments de la population.

---

<sup>16</sup> CRPD/C/ESP/CO/2-3, par. 25 a).

<sup>17</sup> Ibid., par. 25 c).